

une hausse des prix dans les magasins. Mais les pensions, elles, n'augmentent pas. Impossible de prédire l'avenir, mais une chose est certaine, ça ne peut continuer ainsi beaucoup plus longtemps.

Commissions parlementaires et autres, groupes d'étude, révisions des politiques, rien de tout cela ne peut aveugler encore bien longtemps les Canadiens sur le sort qui les attend. Il leur faut l'aide dont ils ont besoin.

Notre parti n'a pas à s'excuser d'avoir mené ce combat avec tant d'énergie. Nous luttons dans ce sens depuis la première fois qu'on a eu recours à cette mesure rétrograde, il y a plus de deux ans. Cet impôt décevant est rétrograde. Que le ministre se ravise et adopte les principes énoncés dans le rapport de la Commission Carter: imposition fondée sur la capacité de payer. Sa performance sera alors bien meilleure que celle d'hier soir.

L'inflation ne sera pas terrassée par les minimes recettes qui proviennent des pensionnés, des enfants et des assistés sociaux. Pour combattre l'inflation, il faut puiser des fonds là où il y en a, et contrôler les secteurs qui ont besoin de l'être. Le ministre permettrait ainsi aux Canadiens d'espérer de nouveau en l'avènement de la société juste et de garder confiance en la démocratie.

[Français]

M. Latulippe: Monsieur le président, c'est avec plaisir que je dirai quelques mots sur le bill C-191, surtout sur l'article préconisant la taxe dite de progrès social, que l'on devrait plutôt appeler taxe antisociale, car elle embête les citoyens et leur enlève du pouvoir d'achat, alors qu'ils n'en ont même pas encore assez.

Il s'agit d'une taxe hypocrite. Nous avons utilisé des termes assez populaires pour faire accroire à la population que c'est vraiment une taxe qui va aider la société et lui donner plus d'élan, alors que c'est exactement le contraire qui se produit.

Cette taxe enlève du pouvoir d'achat à la société qui n'en a déjà pas assez. Et cette taxe va surtout servir, comme le disait le député de Shefford (M. Rondeau), à renflouer le Fonds du revenu consolidé et à payer l'augmentation du taux d'intérêt. Elle servira surtout à payer l'augmentation des débetures qui sont renouvelées au nouveau taux d'intérêt.

Je me demande comment le gouvernement actuel peut tout faire et que, tout en détenant la majorité qui devrait lui permettre d'aider la société, il ne trouve pas d'autres moyens que de l'embêter.

Ce n'est pas en augmentant le taux d'intérêt et le coût de la vie que nous pourrions enrayer l'inflation, qui est justement causée par l'augmentation du taux d'intérêt, l'un des premiers facteurs d'inflation.

[M^{me} MacInnis.]

L'inflation est causée par 20 p. 100 de la population, alors que 80 p. 100 de la population est dans la déflation. Et on met tout le monde sur le même pied. On dit que l'inflation est créée par tout le monde, mais on fait payer l'inflation par ceux qui sont dans la déflation.

Le gouvernement actuel nous conduit à la banqueroute. Il est capable de trouver d'autres sources de revenu plutôt que de taxer les petits, les pauvres, et d'enlever du pouvoir d'achat à ceux qui n'en ont déjà pas assez.

• (5.40 p.m.)

Nombreux sont ceux qui paient des impôts—je le dirai à l'honorable ministre du Revenu national (M. Côté)—et qui sont obligés, pour les payer, d'emprunter sur billet, à 10 et 12 p. 100, des banques, des caisses populaires. J'ai endossé des billets pour plusieurs citoyens afin de leur permettre de trouver l'argent nécessaire pour payer leurs impôts, et j'ai moi-même emprunté des sociétés de finances pour payer mes impôts.

Le peuple n'a pas d'argent et n'est pas en mesure de payer plus d'impôts; et pourtant le gouvernement le taxe de plus en plus. Le déséquilibre économique progresse, ce qui crée de nouvelles difficultés à la population.

Les financiers s'enrichissent grâce à des taux d'intérêt exorbitants, illogiques, puisqu'ils enlèvent le pouvoir d'achat qui devrait être augmenté au fur et à mesure que la production augmente. La production nationale brute augmente—elle va augmenter de 5 et peut-être même de 6 p. 100 cette année—mais le pouvoir d'achat des citoyens diminue. Or si la production nationale brute augmente, le revenu des particuliers devrait également augmenter.

Le gouvernement fait exactement le contraire et des solutions qu'il propose constituent des embêtements comme nous n'en avons jamais vus. Alors que nous sommes en pleine période de prospérité, nous devrions construire, car tout ce qui est physiquement possible devrait l'être financièrement.

Il existe un nombre considérable de programmes ou de développements que nous pourrions faire, mais, à cause du système d'austérité, on retarde tout le progrès social et on a le front de venir dire à la population: On impose une taxe de progrès social. C'est la taxe la plus hypocrite, la plus ignominieuse que nous ayons jamais connue dans un pays.

On se sert des farces communistes, des farces des pays de l'autre côté du rideau de fer pour faire accroire à la population qu'on lui vient en aide, alors que, présentement, elle n'est plus capable de vivre. La population manque présentement du nécessaire. Les gens qui jouissent d'un niveau de vie raisonnable